

Allocution de M. Antoine Grandjean
Président du Conseil de l'Université

à l'occasion du

DIES ACADEMICUS 2015
Les défis de la diversité
Samedi 31 octobre 2015
Neuchâtel, Aula des Jeunes-Rives

Madame la Conseillère d'Etat,

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités politiques et judiciaires,

Madame la rectrice,

Messieurs les nouveaux docteurs honoris causa, puisque malheureusement aucune femme n'est honorée cette année,

Mesdames et Messieurs les membres du corps professoral,

Mesdames et Messieurs les membres du corps intermédiaire,

Mesdames et Messieurs les membres du corps étudiantin,

Mesdames et Messieurs les invités,

Avec les défis de la diversité, le rectorat nous impose un thème d'une actualité saisissante. Alors que des migrants se présentent aux frontières de l'Europe, la question de la diversité se pose à nouveau à notre pays, mais également à l'Europe tout entière, avec acuité. La tuerie de Charlie Hebdo nous a rappelé pour sa part, combien dans un monde ouvert, interactif et où les moyens de communication ont aboli presque tous les murs, la capacité à accepter l'autre, même lorsqu'il ne partage pas les mêmes valeurs, est déterminante si nous voulons vivre en paix. Les radicalismes qu'ils soient islamistes, nationalistes, juifs ou chrétiens sont fondamentalement issus de la même veine qui refuse la tolérance et la diversité. Et il est profondément erroné de penser que les moyens de télécommunication et les réseaux sociaux pourront rapprocher les hommes et renforcer la tolérance, c'est bien le contraire qui se passe comme l'a démontré Dominique Wolton dans ses travaux sur les rapports entre la science, les technologies de communication et la société. En rapprochant virtuellement des gens de cultures très différentes, nous renforçons la visibilité de la fracture culturelle et donc les risques d'incompréhension. D'où son concept de troisième mondialisation après la création de l'ONU et la globalisation économique, il faut, selon Dominique Wolton, déployer une action politique pour admettre l'enjeu essentiel de la cohabitation des cultures. A mes yeux, cette troisième mondialisation implique la reconnaissance de la valeur de la diversité. Admettre le caractère définitivement multiculturel de nos sociétés est un devoir pour nos démocraties. Construire la cohabitation culturelle doit être un objectif prioritaire de nos décideurs politiques car c'est en reconnaissant la légitimité des identités culturelles que l'on organise la paix.

Puisque nous sommes au dies academicus, se pose dès lors la question du rôle de l'Université dans cette troisième mondialisation. Vous l'aurez deviné, il est pour moi central. Qui mieux que l'Université peut amorcer cette mondialisation en apportant des réponses scientifiques aux questions sociétales ? Qui mieux que l'Université vit cette mondialisation, et peut démontrer l'apport bénéfique de la diversité. Depuis de nombreuses années, l'Université est un haut lieu de diversité, l'Université, depuis fort longtemps se nourrit même de la diversité car la diversité met les idées en mouvement, nous sommes donc un acteur de la diversité et nous avons le devoir de

partager cette expérience. A l'université, nous savons depuis longtemps que la diversité est vitale, qu'elle est la source d'un enrichissement intellectuel et culturel dont nous ne pouvons pas nous passer. J'aimerais aujourd'hui que les Suisses comprennent qu'elle est également vitale pour l'avenir de notre pays.

Dans le débat de l'après 9 février, nombreux sont ceux qui défendent la thèse selon laquelle la Suisse de la recherche se sortira sans conséquence de sa mise au ban de la recherche européenne, car les montants que nous versons aux fonds européens sont peu ou prou comparables à ceux que nous recevons au travers des différents projets. Il s'agit d'une vision de comptable... Il faut rappeler ici que nos chercheurs ont besoin de travailler en réseau, ont besoin d'échanges et qu'on mesure la valeur d'un projet au travers de la reconnaissance qu'il suscite au sein de la communauté académique. Des projets helvético-helvétiques, même excellents, auront de la peine à attirer les compétences étrangères et à se voir reconnus et diffusés s'ils n'ont pas le label européen. Le progrès vient de la confrontation des idées, nous ne pouvons pas progresser dans le repli. La Suisse peut se vanter d'une réussite économique et académique remarquable parce que notre taille modeste nous oblige à nous confronter perpétuellement à la concurrence sur les marchés comme dans les idées. En cela la mondialisation nous a touchés moins brutalement que d'autres.

Dans un petit pays dont la seule richesse est sa capacité à innover, l'insécurité provoquée par la situation politique actuelle est néfaste, comme le serait d'ailleurs l'instauration de quotas dans le monde de la formation et de la recherche. Négliger notre besoin de diversité pour alimenter les peurs et les frustrations, c'est aussi tenter de faire croire qu'il suffit de limiter géographiquement notre vision politique, en l'occurrence à l'échelle de nos frontières, pour simplifier les problèmes et dégager des solutions simples afin de surmonter les défis qui se présentent à notre pays. Ceci est un mensonge bien évidemment comme le fait d'affirmer par exemple que les sciences humaines qui analysent les aspects passés, présents et futurs de la réalité humaine, forment des chômeurs. Le professeur Söderström a d'ailleurs démontré comment la droite nationaliste, mais je pourrais y ajouter aussi certains autres bancs politiques, y compris dans notre canton organisent depuis des mois une campagne visant à décrédibiliser les études en sciences humaines et sociales. Cette campagne est articulée autour d'une contre-vérité qui prétend que les sciences humaines et sociales produisent beaucoup de chômeurs, ce qui est manifestement faux comme le démontrent les statistiques de l'OFS. Ainsi pour les titulaires d'un master sciences humaines et sociales, le taux de chômage après 5 ans est inférieur à 3%, ce qui est un meilleur résultat que celui des sciences exactes, des sciences naturelles ou des HES. La raison est simple, tous les historiens n'embrassent pas une carrière d'historien ou de professeur d'histoire, tous les philosophes ne suivent pas une filière dans la recherche ou l'enseignement, ils occupent souvent des postes à responsabilités au sein de nos entreprises ou dans l'administration, parce qu'ils offrent une capacité à appréhender les situations complexes et à fédérer les compétences. Alors pourquoi devons-nous subir ces attaques contre les sciences humaines et sociales, si ce n'est parce que ce sont justement ces formations qui apportent des réponses à même de battre en brèche les arguments politiques basés

sur des mythes ou des idées reçues qui font recette aujourd'hui. Ce sont ces formations qui tentent d'expliquer comment l'homme agit et réagit dans son environnement. C'est le cœur du fonctionnement de nos sociétés dont il est question puisque notre économie et notre société fonctionnent sur la base d'une succession de choix individuels. Pour améliorer les perspectives de l'homme, il faut comprendre les origines de ses décisions. Remettre en question les sciences humaines revient à mettre sur un même pied d'égalité les idées reçues, voire les constats au quotidien souvent biaisés par la perspective de leurs auteurs, avec une observation méthodique et scientifique du comportement. Le populisme est élevé ainsi au rang de science.

Il est donc assez symptomatique et pas totalement inattendu de constater que ce sont les mêmes forces politiques qui se battent contre la diversité, qui refusent de reconnaître le caractère multiculturel de notre société et qui militent contre le développement de certaines connaissances en sciences humaines et sociales.

Si nous nous battons pour préserver la liberté académique et le choix des études pour nos étudiants, ce n'est pas seulement pour les raisons politiques évoquées ci-dessus, mais parce que nous avons la conviction que l'université, comme le tissu économique, tire sa richesse de la diversité et que nous entrons dans une économie mixte qui allie production matérielle et connaissance. De surplús, il est fort probable que le potentiel de croissance, compte tenu de la limitation des ressources naturelles, se trouve principalement dans l'économie fondée sur la connaissance. La Suisse ne peut se permettre de ne pas se préparer à prendre ce virage du libéralisme qui actionne un modèle productif organisé autour des technologies, du capital humain et une organisation particulièrement réactive pour utiliser au mieux la productivité des acteurs. La connaissance ne va pas remplacer à court terme le capital, mais son importance ira rapidement grandissante dans les économies développées. Dans ces conditions, l'accès à la connaissance sera déterminant pour nos enfants et ils ne pourront pas se cacher derrière des frontières.

La voie de la diversité n'est pas facile, car oui la diversité peut déboucher sur une remise en question, sur une confrontation entre les certitudes bien ancrées et une nouvelle vision. Oui la diversité est dérangement car elle met les idées en mouvement sans que l'on puisse prévoir ce qui en sortira. Oui la diversité fait parfois peur car elle ne se laisse pas résumer facilement, elle est plus complexe et plus difficile à manipuler car elle ne répond pas aux mêmes codes qu'une société uniforme. Mais l'histoire nous apprend que l'uniformité n'a jamais favorisé ni la créativité ni l'audace. Le salut se trouve donc dans la diversité qui additionne les compétences, crée une véritable intelligence collective et accroît notre capacité à appréhender un monde en mutation. L'Université de Neuchâtel assumera ses responsabilités vis-à-vis de la société et ne renoncera jamais.

Je vous remercie de votre attention.